

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 15 au 28 décembre 2014 – n°165

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Compromis de Lima : maintenant c'est aux peuples d'agir !

Le compromis trouvé à Lima, entre les 195 représentants des États membres de l'Onu, avec plus de trente heures de retard, est loin d'être à la hauteur de l'urgence. Rappelons que l'objectif de l'accord doit permettre de limiter à 2°C le réchauffement de la planète d'ici 2100. L'accord formalise une méthode de travail pour la définition des contributions nationales que devront remettre les États d'ici mars 2015 (année de référence, période d'engagement, plan d'action, secteurs concernés, méthodologie retenue).

L'ensemble des engagements doit permettre une baisse globale des émissions de Gaz à Effet de Serre de 40 à 70% d'ici à 2050 ; mais c'est seulement en novembre, soit à l'ouverture de la COP21 (Paris Climat 2015), que l'Onu présentera une synthèse dans le but de vérifier qu'elles permettront de tenir l'objectif de 2°C. C'est bien tard pour parvenir à un bon accord à Paris. Les points de difficultés et de blocages majeurs concernent encore et toujours les mêmes questions essentielles :

- Refus des deux pays les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre (USA et Chine) de s'engager à assumer une réduction de leurs émissions de 40 à 70 % d'ici 2050, à la hauteur de leurs responsabilités, notamment les USA qui ne s'engagent qu'à une faible réduction par rapport à leur engagement initial, non tenu, au titre du protocole de KYOTO.

- Les pays en développement et les pays les plus vulnérables veulent avoir les moyens financiers de parer les conséquences actuelles et à venir du réchauffement climatique tout en poursuivant leur projet de développement. Or les pays riches responsables historiques du haut niveau de pollution planétaire, notamment ceux du G20, continuent de s'enfermer dans leurs égoïsmes locaux. Alors que les pays capitalistes ont su trouver, lors de la crise de 2008, des centaines de milliards de dollars pour renflouer leurs banques ; l'amorce du Fonds Vert pour l'adaptation est, à ce jour, seulement doté de 10 milliards de dollars pour le climat. Rappelons que la promesse de Copenhague était de 100 milliards par an d'ici 2020. Ce faible engagement nourrit beaucoup de défiance. Sans oublier les pressions des grandes multinationales qui pèsent sur les négociations dans le but de préserver leurs profits. Marché et concurrence libérale s'opposent au développement humain durable.

Or pour les communistes, un accord global est possible à Paris en 2015 à condition de dégager une vision solidaire du développement humain durable à l'échelle du monde sur la base de décisions qui doivent être contraignantes pour les États mais différenciées et fondées sur des principes de solidarité et d'équité. Si Laurent Fabius fait bonne figure, le Vice-Président du GIEC, le français Jean Jouzel, exprime lui son scepticisme sur la faiblesse de l'accord de Lima.

Plus que jamais l'intervention des peuples est donc urgente et nécessaire afin de pousser les États à conclure un accord positif à Paris. C'est le sens de la campagne internationale, politique et citoyenne, dont le PCF a pris l'initiative avec 30 formations progressistes de toute la planète. Lors de son Conseil National du 12 décembre cette démarche solidaire a été confirmée. Cette campagne sera lancée dès janvier.

SOMMAIRE

P1 Édito-Sommaire

P2 **Agenda** ; A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; Huma Dimanche du 11 décembre

P3 Journée de la laïcité : "les défis laïques sont aujourd'hui majeurs" ; Loi Macron : Le MEDEF ne cache plus sa joie ; Torture : le vrai visage de Marine Le Pen est celui de l'apologie du crime ; Assassinat du ministre palestinien Ziad Abou Ein : "Les instances internationales doivent avoir le courage de sanctionner Israël" ; La France doit agir pour soutenir la résistance de Kobané

P4 Bhopal : Faire du 3 décembre une journée mondiale dédiée à la sûreté industrielle ; Grèce : stop aux ingérences de la Commission européenne dans le processus électoral ; Loi Macron : "Retirez votre loi avant qu'il ne soit trop tard" (Pierre Laurent)

P5 Reconnaissance de l'État palestinien : "À François Hollande d'agir" ; Îles Éparses, la France s'obstine contre le droit international

P6-9 **LA CONFRONTATION**

PIERRE LAURENT – PIERRE GATTAZ

P10-11 **LOI MACRON**

LIBERALE ET LIBERTICIDE

P12 Mort d'un ministre palestinien : un nouveau crime qui ne peut rester impuni ; Portons le combat féministe à l'Université vers de nouvelles avancées !

P13 Une zone unique pour la carte Imagine-R ; 70 millions d'euros pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche : une première victoire !

P14-15 **PALESTINE : UN ÉTAT MAINTENANT**

P16-17 **ÉTUDIANTS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS : SOLIDARITE**

P18 Après le départ de Kader Arif du gouvernement, le groupe communiste gagne un sénateur ; Manifestation contre le FN à Lyon ; 6,5 millions de voix et 12,19% des suffrages pour le Parti Communiste Japonais ; Aidons l'Huma

Japanese
Communist
Party

日本共産党

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy

Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échanges sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Mardi 16 décembre 19H30, salle Yvette Martinet Annecy : « Vers la fin du code du travail ? » DÉBAT DE LIBRINFO, avec la participation d'un chef d'entreprise et d'un inspecteur du travail.

Réunion PCF Annecy

réunion CA Les Amis de la Terre

Mercredi 17 décembre 20h Alterlocal Soirée féminisme : projection de "Une part du ciel" de Bénédicte LIENARD

20h au Parnal Thorens En partenariat avec ATTAC et le l'équipe du Parnal, ciné-débat avec le documentaire : "Les petits gars de la campagne" du réalisateur Arnaud Brugier, débat animé par Jean Vulliet de la Confédération paysanne

Réunion PCF74

Réunion Assemblée citoyenne PCF Chambéry 18h30
Maison De Quartier Du Stade 334, rue Nicolas Parent
autour du visionnage du débat organisé par Médiapart «
Réinventer la démocratie »

Jeudi 18 décembre 20h Alterlocal Initiation aux méthodes de prise de décision dans l'horizontalité

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion ATTAC Annecy

entre 14 h et 17 h à l'Agora Bonneville : une table ronde sur la qualité de l'air dans la Vallée de l'Arve

Vendredi 19 à partir de 19h Alterlocal Apéro de fin d'année !!! et atelier pizza !

**Samedi 20 décembre à partir de 12h Alterlocal
Journée hors les murs de soutien aux Roms : disco-
soupe, concerts...**

Mardi 23 décembre Réunion Chaîne Humaine contre les haines

**Mercredi 31 décembre à partir de 20h30 Chambéry
Parc Des Expositions LE JOURNAL LES ALLOBROGES
SAVOYARDS ORGANISE LE RÉVEILLON DANSANT.
Réservation et vente Bar le Nivolet 55 Place de la
gare – Chambéry 06.28.32.63.58 04.79.69.42.69**

A voir ou revoir sur l'internet

Pierre Laurent sur Europe 1, 13/12 : "Il faut que la CGT sorte de la crise"

http://www.dailymotion.com/video/x2cgo3b_pierre-laurent-sur-l-affaire-le-paon-il-faut-que-la-cgt-sort-de-la-crise_news

Pierre Laurent (PCF) invité du Grand Jury RTL 7/12 :

http://www.dailymotion.com/video/x2c18n0_manuel-valls-est-face-a-son-echec-selon-pierre-laurent_news

Pierre Laurent dans le Grand Jury RTL 7/12, deuxième partie
http://www.dailymotion.com/video/x2c18tc_pierre-laurent-dans-le-grand-jury-deuxieme-partie_news

Pierre Laurent sur RFI : «il faut ouvrir les comptes et savoir à quoi sert l'argent public»

http://www.dailymotion.com/video/x2bspni_p-laurent-il-faut-ouvrir-les-comptes-et-savoir-a-quoi-sert-l-argent-public_news

André Chassaigne invité de LCP Politique Matin 2/12

<http://www.lcp.fr/emissions/politique-matin/vod/165014-andre-chassaigne-depute-du-puy-de-dome-president-du-groupe-gdr-daniel-fasquelle-depute-ump-du-pas-de-calais>

Intervention de Marie-George Buffet à l'Assemblée Nationale qui insiste sur le rôle du groupe communiste il y a 40 ans pour faire adopter la loi Weil et qui rappelle le rôle décisif des femmes communistes dans ce combat, hier aujourd'hui et demain.

<https://www.facebook.com/video.php?v=849463751760586&set=vb.310731772300456&type=2&theater>

Politique Matin : Marie-George Buffet, députée PCF de Seine-Saint-Denis - Marie-Christine Dalloz, députée UMP du Jura 25 novembre 2014

http://www.dailymotion.com/video/x280n1t_politique-matin-marie-christine-dalloz-deputee-ump-du-jura-marie-george-buffet-deputee-gdr-de-seine_news

Le hold-up démocratique

http://www.dailymotion.com/video/x2a077c_ep-25-le-hold-up-democratique_news

André Chassaigne : "Les politiques qui ont participé à cette émission sur D8 ont été bercés trop près du mur

http://www.dailymotion.com/video/x28vqgo_andre-chassaigne-les-politiques-qui-ont-participe-a-cette-emission-sur-d8-ont-ete-berces-trop-pres-d_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>



Journée de la laïcité : "les défis laïques sont aujourd'hui majeurs" (PCF)

Mardi 9 décembre est la journée de la laïcité. Elle doit être l'occasion de rappeler que la laïcité est un principe politique actif de la République.

Pourtant, elle est aujourd'hui bien malmenée, faisant souvent l'objet, dans le débat public, de polémiques et de crispations. Elle est convoquée pour stigmatiser ou pour exclure, alors qu'elle appelle à établir la liberté de conscience, l'égalité des droits et le vivre ensemble fraternel. Si sa perception est à ce point brouillée, les détournements de la droite et du Front national n'y sont pas étrangers. Mais c'est aussi l'état de la République qui doit être interrogé, tant elle a peu à peu perdu du crédit, en se contentant trop souvent de proclamer ses principes sans les mettre réellement en œuvre.

Les défis laïques sont aujourd'hui majeurs. Celui de la lutte contre l'intégrisme, celui du respect de la souveraineté populaire, celui de la lutte contre toutes les discriminations, celui de la justice sociale...

La laïcité gagne à être connue pour ce qu'elle est vraiment, un principe révolutionnaire et émancipateur. A l'occasion de cette journée, le Parti Communiste Français entend faire résonner un message de fraternité et appelle à sortir de l'affrontement identitaire qui fractionne notre peuple et fracture la société, auquel la laïcité est parfois mêlée contre nature.

Dans le respect du pluralisme et de la liberté de conscience, chacune et chacun doit pouvoir trouver sa place et participer à la construction d'une société commune et d'une République renouvelée.

Fabienne Haloui, responsable de la Commission Lutte contre le racisme et les discriminations au PCF,

Pierre Dhareville, responsable de la Commission Laïcité et relations avec les croyants au PCF, Le 8 décembre 2014.

Loi Macron : Le MEDEF ne cache plus sa joie (Olivier Dartigolles, PCF)

Réagissant à l'intervention de Manuel Valls sur France 2, Le MEDEF note que "les engagements pris sur un certain nombre de problèmes concernant les entreprises vont dans le bon sens".

Ce matin, c'est Thibault Lanxade, membre du comité exécutif du MEDEF, pour qui, la loi Macron, présentée mercredi 10 en Conseil des ministres, va "véritablement dans la bonne direction".

Un MEDEF soutien officiel du gouvernement mais qui ne lâche pas les commandes, quand, tout en félicitant le premier Ministre, il demande des "corrections" sur le dispositif pénibilité, de "rester cohérent dans la stratégie de baisse des charges", de continuer les démarches en faveur de la "simplification", et de "corriger les errements sur le temps partiel (24h) qui détruisent actuellement de l'emploi". Fidèle à lui-même, il mène sa lutte des classes en attaquant toujours plus fort les intérêts, les droits et protections des salariés.

Le MEDEF ne cache plus sa joie. Mais la France n'est pas à la fête tant cette politique provoque dégâts et désolation. A l'évidence, la Loi Macron va cristalliser un grand débat politique, un vrai débat de société, un débat sur "la direction à prendre". Nous savons qui va la soutenir.

Des forces considérables, politiques, associatives, syndicales et citoyennes, n'en voudront pas et peuvent mettre en échec le gouvernement tout en ouvrant une perspective positive.

Torture : le vrai visage de Marine Le Pen est celui de l'apologie du crime (Olivier Dartigolles)

Marine Le Pen, présidente du Front national, a estimé mercredi qu'il pouvait être "utile", dans certains cas comme dans les affaires terroristes, d'avoir recours à la torture.

Devant la gravité de son propos, qui relève de l'apologie du crime, elle tente sans succès de faire machine arrière en pointant une "interprétation malveillante". Mais elle a bel et bien parlé ainsi. Par le passé, Jean-Marie Le Pen avait évoqué avoir pratiqué des "interrogatoires poussés". La dédramatisation du FN et sa normalisation semblent ne pas résister aux actes de torture, d'Alger à Guantanamo, alors que "nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants" (Déclaration universelle des Droits de l'Homme).

Marine Le Pen est percée à jour. Derrière ce faux masque de respectabilité patiemment construit se cache une ennemie de la démocratie, capable d'utiliser la même arme des terroristes qu'elle prétend combattre : la terreur.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Assassinat du ministre palestinien Ziad Abou Ein : "Les instances internationales doivent avoir le courage de sanctionner Israël"

Ziad Abou Ein, ministre de l'Autorité palestinienne en charge de la colonisation, a été assassiné par des soldats israéliens mercredi 10 décembre lors d'une manifestation pacifique contre la colonisation en Cisjordanie, organisée par le PSCC (Popular Struggle Coordination Committee) et qui consistait à planter des oliviers, symboles de réappropriation de la terre. C'est insupportable et inadmissible !

Que dire d'un gouvernement qui se croit tout permis au point de tuer ou d'enfermer dans ses prisons les plus hauts dirigeants d'un autre pays ? Il est plus que temps pour les instances internationales d'avoir le courage de sanctionner Israël à la hauteur de la gravité des atteintes au droit international que ce pays commet en toute impunité depuis trop longtemps.

Il est plus que temps pour la France et l'Europe de suspendre sans attendre l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, et ce tant que ce dernier n'en respectera pas l'article 2 qui exige « le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme ».

Demain, 11 décembre, le Sénat doit se prononcer sur la reconnaissance de l'État palestinien. Nous espérons la confirmation du vote du 2 décembre à l'Assemblée nationale. Le gouvernement français doit respecter la volonté de la majorité des Français en reconnaissant immédiatement et officiellement l'État de Palestine. Après la Suède, et les parlements britannique et espagnol, l'Irlande, le Danemark et la Belgique s'apprêtent à faire de même. Le Parlement européen aura bientôt à se prononcer.

Israël doit stopper immédiatement les violences et les provocations, qui ne feront que l'isoler davantage. Le temps est venu de la fin de l'occupation et de la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est pour capitale.

La France doit agir pour soutenir la résistance de Kobané

Samedi dernier, l'« État islamique » a tenté d'ouvrir un quatrième front au nord de Kobané, côté turc. Seule la résistance héroïque des unités kurdes du YPJ, YPG, PKK a permis de refouler l'assaut.

Il semble évident que cette opération n'a pu avoir lieu sans l'aide active de la Turquie.

Plus que jamais, il y a urgence à la solidarité internationale et à l'action en ouvrant un corridor humanitaire permettant l'acheminement de nourriture, d'eau, de matériel médical pour les civils en fournissant aux combattants le matériel nécessaire.

Notre soutien au peuple kurde et à la population de Kobané est total dans leur combat pour la liberté, la démocratie et l'égalité.

Bhopal : Faire du 3 décembre une journée mondiale dédiée à la sûreté industrielle

Le 3 Décembre marque le 30ème anniversaire de la catastrophe de Bhopal en Inde. Une explosion puis des milliers de morts par inhalation de gaz mortels. On dénombre encore des victimes par dizaines de milliers suites aux pollutions des sols et des nappes engendrées par la catastrophe dans l'usine chimique de la société américaine Union Carbide.

Ce fut le résultat d'une gestion industrielle sacrifiant indéniablement la sûreté, l'environnement et surtout des vies humaines pour un profit maximum.

L'impunité des responsables résonne encore aujourd'hui comme une profonde injustice.

Alors que trop d'accidents industriels se sont produits dans le monde, la mémoire des conditions du drame emblématique de Bhopal reste plus que jamais d'actualité. En effet, toute production industrielle comporte des risques dès lors que la sûreté, la formation et la sécurité des salariés comme des populations avoisinantes ne figurent pas comme une priorité des choix stratégiques de l'entreprise et de modalités de consultation qui dépassent les démarches actuellement étriquées de concertation.

Pour une part l'explosion de l'usine chimique de AZF en 2001 en est la triste illustration en France avec ses morts et le choc de toute la population, à Toulouse et au delà.

Les salariés ont contribué par leurs luttes à des avancées notables pour la sécurité. Mais ce combat doit être permanent et s'élargir.

L'heure est à la nécessité d'une transformation des modèles productifs liant enjeux industriels, économiques, sociaux et environnementaux. C'est ce que nous avons mis en évidence lors de notre conférence industrie fin novembre afin d'ouvrir des perspectives de développement humain durable à notre pays.

Nous avançons l'idée de faire du 3 décembre une journée mondiale dédiée à la sûreté industrielle. Nous entendons en cela mobiliser toutes les forces vives et associer tous les acteurs de la sécurité industrielle disponibles aux initiatives à venir pour renforcer notre potentiel industriel tout en faisant du souvenir de Bhopal l'exemple de ce qu'il faut refuser à jamais.

Grèce : stop aux ingérences de la Commission européenne dans le processus électoral (Pierre Laurent)

Lundi, le gouvernement Samaras annonçait la tenue d'élections présidentielles anticipées en Grèce avant la fin du mois de décembre. Mercredi, Annika Breidthardt, Porte parole de la Commission européenne, apportait le soutien de l'institution au candidat de la coalition au pouvoir, Stavros Dimas. Lundi et Mardi, Pierre Moscovici se rendra à Athènes, se prononçant pour la poursuite des « réformes » donc, pour le candidat de la Nouvelle démocratie et du Pasok.

Ces pressions de la Commission européenne sur le processus électoral d'un pays souverain sont insupportables et soulèvent de grandes questions pour l'avenir de la démocratie en Europe.

J'appelle tous les démocrates à s'élever contre ces pratiques autoritaires qui n'ont pas lieu d'être. Le processus doit suivre son cours, y compris jusqu'à la tenue d'élections législatives, si la coalition au pouvoir n'obtient pas la majorité nécessaire à l'élection présidentielle.

Pierre Laurent, Président du Parti de la gauche européenne

Loi Macron : "Retirez votre loi avant qu'il ne soit trop tard" (Pierre Laurent)

Question de Pierre Laurent au Ministre Emmanuel Macron

Monsieur le Ministre,

Vous avez présenté hier votre projet de loi.

Ce projet consacre la déréglementation sociale à tous les étages, conformément une nouvelle fois aux vœux du Medef.

Pourtant il y a quelques jours, dans un élan de sincérité aussitôt réprimé, vous reconnaissiez l'échec du Pacte de responsabilité inspiré par les mêmes!

Alors, c'est ma première question, pourquoi continuer, persister dans l'impasse ?

Pourquoi une loi fourre-tout, sur laquelle d'ailleurs le Conseil d'État émet des réserves importantes, qui n'a en fait qu'un seul fil conducteur : la déréglementation du code du travail et de la régulation publique.

Pourquoi plus d'asservissement encore des salariés aux exigences patronales avec la généralisation du travail du soir et du dimanche, car, vous le savez bien, le volontariat c'est de la blague?

Pourquoi libéraliser le transport en autocars contre le développement des petites lignes ferroviaires ?

Pourquoi, alors que la rente autoroutière engraisse les grands concessionnaires du BTP depuis la privatisation, ne pas renationaliser les autoroutes ?

Pourquoi privatiser les aéroports de Nice et Lyon après celui de Toulouse, et nos entreprises de défense GIAT et Nexter ?

Votre loi est une loi pour la liberté d'exploiter, une loi contre les libertés de 99 % de la population.

Pourquoi la mise en cause des prud'hommes, la dépénalisation du délit d'entrave, le pouvoir unilatéral des patrons de fixer l'ordre des licenciements dans les PSE ?

Pourquoi l'insécurité juridique pour tous avec la mise en concurrence des professions réglementées et une justice sur mesure pour l'entreprise avec un statut inédit d'avocat et des tribunaux de commerce aux ordres ?

Pourquoi rien contre le recours aux travailleurs détachés et seulement des mots contre le travail détaché illégal quand c'est le principe même de la directive même qui est en cause ?

Je vous le dis, votre loi va diviser la France, les travailleurs, la gauche. Vous poursuivez sur la voie du reniement.

Si vous continuez à trahir ainsi les électeurs, cela aura des conséquences graves dans tous les RDV électoraux à venir.

J'appelle tous les sénateurs de gauche, tous ceux qui ont l'égalité au cœur à ne pas accepter ce énième recul de civilisation.

Après l'échec du CICE, du crédit impôt recherche, je vous dis arrêtez le massacre.

Vous subventionnez les patrons à coup de milliards d'euros, et le MEDEF crache dans la soupe.

Votre loi, si elle est votée, réjouira les actionnaires, mais amplifiera la précarité et la détresse de millions de concitoyens.

Monsieur le ministre, je vous demande d'entendre la colère qui monte déjà dans toute la gauche et dans le monde syndical.

Retirez votre projet de loi avant qu'il ne soit trop tard.

Reconnaissance de l'État palestinien : "À François Hollande d'agir" (PCF)

Aujourd'hui 11 décembre, les sénateurs français viennent à leur tour d'adopter une résolution invitant le gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine.

Ce vote historique positif est une victoire de tous les partisans d'une paix juste et durable en Palestine, en Israël, en France et dans le monde. Il est conforme à la responsabilité de la France, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, d'agir pour le respect du droit international et la dignité des peuples.

Au lendemain de l'assassinat du ministre palestinien Abou Ziad tué lors d'une manifestation pacifiste contre la colonisation, ce scrutin envoie le signal d'espoir attendu de la France : un avenir de paix et de développement au Proche-Orient ne pourra s'écrire que par la reconnaissance, aux côtés d'Israël, d'un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Nous voulons saluer les sénateurs qui n'ont pas failli à leur mandat, en particulier les sénateurs du groupe CRC pour leur action déterminée et leur esprit de rassemblement.

La mobilisation doit s'amplifier et s'élargir. Elle pourra continuer de compter sur l'engagement du Parti Communiste et de tous ses élus porteurs du respect des résolutions de l'ONU et du droit international, de la solution à deux États, de l'exigence de libération des prisonniers politiques et de la levée du blocus de Gaza.

La reconnaissance de l'État palestinien n'attend plus. À François Hollande d'agir. Et le président et l'exécutif français ne peuvent plus se dérober : ils doivent incarner la voix du peuple français qui est favorable à la reconnaissance immédiate – en première instance et sans condition – de l'État palestinien et à la fin de la colonisation israélienne.

Notre mobilisation générale et la solidarité internationale peuvent obliger les dirigeants, en particulier de la France, à appuyer à l'ONU l'initiative du président de l'Autorité palestinienne pour obtenir la fin de l'occupation et de la colonisation au plus tard dans un délai de deux ans.

Les parlementaires européens auront à se prononcer en décembre, à l'initiative notamment de la Gauche unitaire européenne (GUE-NGL).

Le Parti Communiste Français appelle à ce que « l'Europe » manifeste par ce vote sa détermination à agir pour la paix et le droit international, la fin de la colonisation et l'avènement d'une nouvelle ère de démocratie, de paix et de développement au Proche-Orient.

Îles Éparses, la France s'obstine contre le droit international

À la veille de l'indépendance de Madagascar, l'État français a refusé de lui rendre les îles Éparses.

L'île Europa, Bassas da India, Juan de Nova et les îles Glorieuses sont situées dans le canal du Mozambique. L'île Tromelin est dans l'océan indien entre Madagascar et l'île Maurice. Elle est revendiquée par cette dernière.

En 1960, pour le Général de Gaulle l'intérêt des îles était stratégique et militaire. Aujourd'hui, les richesses du sous-sol marin, des réserves immenses de pétrole et de gaz, sont au cœur de toutes les attentions.

Unilatéralement, la France a légiféré en février 2007 pour intégrer les îles éparses au sein des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF - 5e district).

Contre le droit international, l'État français poursuit une politique du fait accompli visant à coloniser ces territoires qui ne lui appartiennent pas.

Les citoyens français ne sont pas tenus informés. C'est en toute discrétion que Paris avance ses pions.

Pourtant, il y a 35 ans, l'Organisation de l'unité africaine réclamait déjà la rétrocession des îles.

En 1979, l'assemblée générale de l'ONU demandait à la France d'entamer « sans plus tarder des négociations avec le gouvernement malgache en vue de la réintégration des îles qui avaient été séparées arbitrairement de Madagascar ».

Aujourd'hui, les îles sont placées sous l'autorité de l'administration françaises et des installations militaires ont été développées.

Depuis 2005, des prospections d'hydrocarbures sont autorisées. L'environnement marin et l'écosystème des îlots sont fragiles. Cette riche biodiversité sera exposée aux risques de pollution si les activités de forage off-shore se développent.

Au lieu de tenter d'apporter une réponse s'inscrivant dans le respect du droit international, les autorités françaises opèrent une ultime manœuvre en proposant au gouvernement malgache une « cogestion » des îles.

De quoi s'agit-il ? Un tel accord a été conclu avec l'île Maurice concernant Tromelin. Paris faisait miroiter des contreparties, sonnantes et trébuchantes. Il y a la promesse de participer au financement du développement de Madagascar. Cela ressemble à un marché de dupe : un deal en quelque sorte pour faire main-basse sur les îles à moindre coût...

Au nom de quel droit ? Les citoyens français et malgaches sont tenus à l'écart de telles tractations. Les décisions se font à huis-clos, entre Paris et Antananarivo. Pourtant, il y aurait besoin d'un large débat sur notre conception vis à vis du droit, sur la préservation d'un environnement riche mais fragile. Sur l'opportunité et les conséquences de forages d'hydrocarbures, et le cas échéant sur les richesses issues du sous-sol. Qui devrait en profiter, et comment les partager ?

La Commission de l'océan Indien (COI), organisation intergouvernementale réunissant cinq pays de la région Océan Indien occidental (Union des Comores, France - au titre du département de La Réunion - Madagascar, Maurice, Seychelles) pourrait être un cadre de discussion à cet effet.

Nous le voyons, ce problème dépasse largement celui de quelques autorités franco-malgaches. Il concerne les peuples. Le peuple français qui doit avoir la maîtrise des décisions. Le peuple malgache à qui appartiennent les îles, mais également les Nations-unies sans qui il n'y a pas de droit international respecté.

Pour toutes ces raisons, le Parti Communiste Français appelle au débat et soutient la revendication de souveraineté du peuple malgache.

Au piège de la « cogestion », déséquilibrée par définition, nous opposons une logique de restitution des îles Éparses à Madagascar dans un processus accompagné par les Nations Unies et la COI.

La France aurait tout à gagner à veiller au respect des règles internationales, à condition de commencer par les appliquer elle-même dans la sous-région. Sans attendre, notre pays pourrait engager une démarche de coopération mutuellement avantageuse, participer à aider à bâtir des projets régionaux de développement durable et à préserver les ressources naturelles dont les populations de l'Indiano-céanie dépendent fortement. Le territoire de La Réunion pourrait être pleinement partie prenante d'une telle démarche.

Parti Communiste Français,
Paris, le 12 décembre 2014.

l'Humanité

LA CONFRONTATION

Pacte de responsabilité, loi Macron, coût du travail et coût du capital, règles sociales, démocratie et entreprise...
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Pierre Gattaz, président du Medef,
confrontent leurs options politiques sur tous les dossiers.

"Le monde du travail,
c'est l'ADN
des communistes.
Je revendique
notre propre parole
sur la question
de l'entreprise."

"Le pacte de responsabilité,
on l'a suggéré au départ.
Il est sorti, on l'a applaudi,
on l'accompagne."



PIERRE LAURENT
SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

PIERRE GATTAZ
PRÉSIDENT DU MEDEF

Quelques heures après que Pierre Laurent, indigné par les déclarations sur la «souffrance patronale» et la monopolisation par le Medef du discours sur l'entreprise, eut proposé un débat public au patron des patrons, un tweet #gattaz relevait le gant et souhaitait l'Humanité comme champ clos. La confrontation s'est déroulée jeudi 11 décembre comme une conclusion aux mobilisations patronales de la semaine dernière et à leur réplique orchestrée par les militants du PCF. Climat courtois, écoute mutuelle mais débat sans concession, animé par le directeur de la rédaction de l'Humanité, Patrick Apel-Muller, et par le chef du service politique, économique et social du quotidien, Sébastien Crépel.

Pierre Gattaz veut afficher un «esprit d'ouverture» afin de «faire avancer la démocratie» et se présente soucieux d'une «économie humaine». Pierre Laurent souligne que le travail est à l'origine de toute richesse créée dans l'entreprise et relève leur opposition fondamentale à propos de son accaparement par le capital.

La controverse est lancée; elle déborde le temps d'abord imparti à cet échange; elle n'en restera pas là... **Jugez-en.**

TRAVAIL - CAPITAL

Le face-à-face entre deux projets de société

1 LE CHÔMAGE EN FRANCE, LA FAUTE AU COÛT DU TRAVAIL OU AU COÛT DU CAPITAL ?

PIERRE GATTAZ Une entreprise est une communauté d'hommes et de femmes. Il faut donner du travail aux Français, aux jeunes, aux chômeurs. C'est mon obsession. Nous sommes bien évidemment pour donner du salaire net, du pouvoir d'achat à nos salariés. C'est fondamental, il faut que la fiscalité et le coût du travail ne pèsent pas trop sur ces salaires nets. Second constat, il faut impérativement que ce travail soit compétitif, dans une économie ouverte et mondialisée. Sinon les entreprises risquent, qu'elles soient françaises ou étrangères, de partir de France pour s'installer ailleurs, ce que nous ne voulons pas, au Medef. Lorsque vous évoquez le coût du capital, le sujet est le financement des entreprises. Il y a un coût du capital qui s'appelle dividendes ou plus-values. Cette somme-là est la rémunération d'un risque.

On oublie souvent dans mes propos que je suis pour une économie humaine, et mon combat n'est pas de distribuer plus de dividendes aux actionnaires, de vider de leur sens les entreprises. Comment puis-je créer de la croissance, préserver mes usines et au maximum les hommes et les femmes qui y travaillent, et faire que la mondialisation soit vertueuse ? Ce sont ces deux questions qu'au Medef, on se pose pour le pays.

PIERRE LAURENT Vous parlez d'«économie humaine», mais c'est incompatible avec le discours permanent de culpabilisation qui est le vôtre sur le coût du travail.

Le travail n'est pas un coût, c'est l'origine de toute la richesse créée. Quand vous mettez en cause «les charges» sociales, en prétendant protéger le salaire net, vous attaquez aussi le salaire, parce que ces charges sont des cotisations sociales qui sont du salaire socialisé. Vous dites: «Il faut du capital pour l'entreprise», mais le

problème c'est que, depuis trente ans, le coût de la rémunération de ce capital n'a cessé d'augmenter au détriment du travail. Vous masquez en permanence dans votre discours qu'il y a une confrontation d'intérêts entre la rémunération excessive du capital et une pression sans cesse accrue sur le travail. La France ne se développe pas dans la mondialisation en cherchant à concourir dans les catégories des pays à bas salaires et à emplois précaires. Vous en demandez toujours plus pour le capital, alors que nous devrions investir toujours plus dans les salaires, la formation et la qualification.

PIERRE GATTAZ Nous avons beaucoup de points de convergences ! La valeur travail, magnifique, merveilleuse, il faut réhabiliter le travail, c'est au sommet de la pile.

PIERRE LAURENT Mais tous vos actes concrets, toutes vos revendications sont à l'inverse !



Jeudi 11 décembre au siège de l'Humanité

PIERRE GATTAZ Mais non, pas du tout ! C'est là où j'insiste, j'ai géré durant vingt ans ma société Radiall en me posant une unique question : comment garder mes quatre usines françaises dans un marché parti principalement en Chine ? J'ai perdu 40 % de mon chiffre d'affaires entre 2001 et 2002 mais, dix ans après, j'ai cinq usines en France. Mon chiffre d'affaires à l'exportation, c'est 90 %. Mais j'ai préservé le travail, j'ai préservé mes salariés français, et je les ai fait monter en gamme. Chez Radiall, 75 ou 80% des profits sont réinvestis dans la technologie, la formation des salariés, dans la recherche-développement, principalement en France. Une boucle vertueuse s'est donc développée pour préserver les usines et les salariés français afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, et ça marche. Deuxième point de convergence, à propos du salaire et du pouvoir d'achat. Je veux des salaires nets les plus élevés possibles, mais vous avez une masse de charges qui représente 600 milliards, et que vous nommez salaire différé. Moi, je pense que c'est un bossin qui n'est pas géré. Qui finance cette masse ? Ce sont les impôts que nous payons...



« Il faut impérativement que ce travail soit compétitif, dans une économie ouverte et mondialisée. »

PIERRE GATTAZ



« Le travail n'est pas un coût, c'est l'origine de toute la richesse créée. »

PIERRE LAURENT

PIERRE LAURENT Il y a un problème sérieux, quoi que vous en disiez, de gâchis dû au coût du capital. Qu'est-ce qui justifie cette augmentation continue des dividendes ? Strenuement pas l'efficacité des entreprises ! Vous répétez sans cesse qu'il faut baisser la dépense publique, mais regardons plutôt l'efficacité de cette dépense, car il y a une dépense inefficace : celle qui consacre de plus en plus d'argent à compenser des exonérations et des niches fiscales sans effet en matière d'emploi... Je refuse donc vos propos sur le coût du travail. Nous ne rendrons pas les entreprises françaises compétitives en laissant les jeunes à la porte de l'entreprise et en faisant travailler plus longtemps les seniors. Il faut investir dans le travail, la formation et la qualification, et pas seulement dans le haut de gamme. Nous devons cesser de sacrifier des pans entiers de notre industrie avec ses métiers de base, au point d'être devenus complètement dépendants de l'étranger pour la machine-outil et les biens d'équipement. Il faut aussi changer les règles du marché pour permettre à tous un développement équilibré et des coopérations, faute de quoi nous irons vers des tensions internationales croissantes. Il y a donc une cohérence à changer les choix de gestion dans l'entreprise. Nous devons envisager un autre type de «mondialisation» fondée sur le partage. La France et nos entreprises devraient être actives dans ce domaine. Pour cela, il faut commencer par reconnaître plus de droits aux salariés. Vous dites que l'entreprise est une communauté humaine, mais aujourd'hui, ceux qui sont les plus nombreux – les salariés – n'ont jamais leur mot à dire sur les choix de gestion.

PIERRE GATTAZ Il faut cultiver, par la formation, l'employabilité permanente. Dans le futur, un salarié connaîtra sans doute au cours de sa carrière trois, quatre, cinq, sept métiers. L'important est de ne pas rester au chômage longtemps durant ces transitions. Il y aura des crises, des montées et des baisses de marches. Le modèle danois de flexisécurité est intéressant sur ce point. Vous évoquez les métiers en tension, il y a 400 000 emplois non pourvus en France face à 3,3 millions de chômeurs. Vous avez raison, ces métiers sont postiférés, je dirai.

PIERRE LAURENT Comment voulez-vous y arriver avec 84% d'embauches en CDD ?

PIERRE GATTAZ Merci de cette question : pourquoi a-t-on ce taux de CDD ? Parce que le patron, ça va vous faire mal aux tympans, a peur d'embaucher en France. Des petits patrons me disent : « J'ai eu quatre salariés, et bien j'ai eu quatre prud'hommes. Ne comptez plus sur moi pour embaucher. » Il faut impérativement sécuriser ou clarifier les conditions dans lesquelles nous pouvons nous séparer de nos salariés en CDI.

PIERRE LAURENT A quel salaire allez-vous faire croire qu'en supprimant toutes les garanties sociales vous allez libérer la possibilité d'embaucher ? Ce que vous allez

libérer, c'est la possibilité de licencier. Nous, nous proposons depuis très longtemps de construire une nouvelle branche de la Sécurité sociale qui permettrait aux salariés, quand ils doivent changer d'emploi, de ne pas passer systématiquement par la case chômage. On pourrait très bien, plutôt que de dépenser de l'argent dans une indemnisation du chômage de plus en plus inégale et injuste, investir dans un système de sécurité d'emploi et de formation.

PIERRE GATTAZ Sur le constat final, on est à peu près d'accord, mais pas sur le moyen d'y arriver. Il y a deux choses à régler en France : il y a la peur des salariés de se faire licencier et la peur des patrons d'embaucher. Il faut trouver des moyens de les faire baisser. C'est ce que nous avons fait dans l'accord interprofessionnel des partenaires sociaux en décembre : nous avons essayé de pousser des droits supplémentaires, comme le compte personnel de formation. Qu'est-ce que je fais au niveau de Radiall ? Je fais des classes en entreprise depuis dix ans. J'emène des professeurs et des classes, une fois par an, trois jours dans mes usines. Ils font classe de français, de philo et de maths avec les profs qui viennent pendant deux heures. Je fais des groupes de 6 élèves et ils vont voir mes salariés, mes décolleteurs.

Le décolleteur explique l'amour de son travail, il explique la précision, il décollete à dix microns. C'est une pièce qui va dans l'horlogerie, dans un satellite. Il explique son métier avec passion. C'est tout ça, la vraie vie. Et au bout de trois jours, vous avez des enfants qui voient des métiers d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers professionnels qui sont des artistes dans leur métier. L'entreprise, ce n'est pas Germinal ou Zola, ce n'est pas vrai. Les ingénieurs tutoient les ouvriers, on s'entraide sur des projets, c'est propre par terre, l'entreprise, c'est bien. Aimons l'entreprise.

PIERRE LAURENT Vous n'allez pas m'expliquer à moi qu'il faut respecter la classe ouvrière. Le monde de la création, le monde ouvrier, le monde du travail, c'est l'ADN des communistes. Et c'est pour ça d'ailleurs que je revendique notre propre parole sur la question de l'entreprise et que je refuse le monopole patronal sur cette question. Vous avez évoqué l'Allemagne.

Vous savez très bien que si l'Allemagne a maintenu un niveau de production industrielle bien supérieur au nôtre, c'est pour plusieurs raisons. Ils ont mieux protégé le travail et la rémunération du travail dans l'industrie. Ils ont su mettre leurs services bancaires au service du développement industriel. On sent les banques françaises quand il s'agit de faire un tour de table pour sauver une entreprise industrielle française ? Et enfin, ils ont continué à développer une politique de filières que nous avons totalement abandonnée. Les grands donneurs d'ordres français, ceux du CAC 40, se comportent comme des groupes qui rançonnent toute la filière, les salariés en dernière instance, et aussi leur PME. Donc plutôt que de montrer sans cesse le travail comme un

problème, comme un coût, nous devrions plutôt défendre ce travail et nous attaquer à ces problèmes structurels. Nous avons un capitalisme qui, en France, est en grande partie un capitalisme rentier.

PIERRE GATTAZ Il y a des excès et des problèmes à régler en France. Des directions d'achat qui pressurisent les PME qui utilisent le CICE, ça existe, maintenant est-ce que c'est 100 %, 95 % ou 1 % ? Au Medef, on regarde les excès à chaque fois. Le CAC 40, c'est un porte-avions qui entraîne de plus en plus des PME et des ETI. Il y a quelques années, on a créé le pacte PME, avec le patron de Schneider Electric, pour motiver nos grandes entreprises à chasser en montes, c'est-à-dire à pousser leurs PME, leurs ETI dans leur sillage. Ça fonctionne. Nous allons continuer ce combat. Les banques françaises ont été les plus vertueuses au monde dans la crise de 2007-2008. Pour autant, nous n'allons pas tout attendre des banques. Au Medef, on pense qu'en dehors des banques, il faut utiliser toutes les autres sources de financement : le crowdfunding, source de financement sur Internet, est intéressant. Si vous avez 1000 personnes qui mettent 15 euros, ce n'est pas énorme pour une startup, mais c'est un début. C'est un système attractif parce que plus il y aura d'employeurs, plus nous aurons la chance de créer des emplois. C'est mécanique. Personne ne m'a démontré le contraire pour l'instant mais peut-être allez-vous le faire. Il faut donc absolument que ces gens qui arrivent avec peu, voire pas de moyens, puissent trouver des capitaux. Il faut également développer les fonds de pension à la française et une fiscalité incitative pour que les gens puissent mettre 2000 euros dans une boîte sans que tout le bénéfice du risque pris soit confisqué en impôt.

PIERRE LAURENT Votre indulgence à l'égard du système bancaire est très étonnante. Car il y a effectivement un énorme problème de financement de l'économie. Le système bancaire joue un rôle malheureusement très important. Nous devons reprendre la main pour piloter différemment l'utilisation de ces fonds du système bancaire et d'épargne. D'ailleurs, le problème est aussi européen. L'« indépendance » consacrée de la Banque centrale européenne est une aberration. On oblige et les entreprises et les États à aller se refinancer à des coûts prohibitifs sur le marché alors qu'on pourrait très bien financer autrement. Quant à la fiscalité, vous prétendez qu'elle ne pèse pas assez sur la consommation et qu'on pourrait augmenter la TVA alors que la fiscalité sur le capital est affreuse et insupportable. La réalité des recettes fiscales de l'État, c'est l'inverse. La TVA est de loin la première recette fiscale, elle rapporte deux fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés. Nous avons une fiscalité d'une injustice totale au travers de laquelle passent des richesses considérables. Je suis le premier à penser qu'il faut repenser totalement la fiscalité française et remettre à plat toutes les niches et toutes les exonérations fiscales accumulées ces dernières années et qui n'ont donné aucun résultat en matière d'emploi.

PIERRE GATTAZ Nous avons un point de divergence majeur sur la fiscalité.

2 QUEL RÔLE DE L'ÉTAT POUR PILOTER ET STIMULER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ?

PIERRE GATTAZ De 1200 milliards d'euros aujourd'hui, la sphère publique augmente de 50 milliards par an grosso modo, et représente 57% du PIB. Qui paye ? C'est l'entreprise in fine, celle qui crée de la richesse. L'entité qui paye les missions régaliennes, c'est l'entreprise. Le domaine de l'État doit se limiter à ses fonctions régaliennes. Il faut revenir à un niveau de dépense qui s'approcherait de 50% du PIB dans un premier temps. Et contrairement à ce que vous dites, pour moi, effectivement, nous avons une fiscalité qui est inversée. Nous avons une TVA à 20% au taux maximum, alors que dans les pays à haute protection sociale que sont les pays du nord de l'Europe, vous êtes à 23, 24, 25 et jusqu'à 27%. Nous sommes en compétition avec la moyenne européenne. Et le coût du travail montre en effet que, depuis 2000, nous étions à 8% de moins en taux horaire par rapport aux Allemands, nous sommes aujourd'hui à plus 12%. Et les 35 heures sont passées par là. On a donné 10% de plus aux gens en temps, sans baisser les salaires. C'est un problème. Ensuite, je terminerai par le capital et l'épargne. Tous les rapports du monde l'expliquent : quand vous mettez 10000 euros dans une entreprise, il faut que votre taxation soit simple et connue si vous revendez. Or, aujourd'hui, ce n'est pas motivant, parce que la taxation des plus-values est compliquée, donc c'est décourageant. Après, vous avez ce problème des dividendes. Je réinsiste, la question des dividendes qui est très diabolisée en France, c'est la rémunération d'un risque. Donc, je veux bien tout ce que vous voulez, mais toutes les PME et toutes les TPE pour acheter des robots ont besoin de fonds propres. Ces fonds propres sont apportés par des actionnaires. Ces actionnaires, idéalement, ça devrait être nos salariés. Et je suis très content parce qu'on a poussé ça, d'améliorer la fiscalité de l'épargne des salariés, d'améliorer la possibilité pour nos salariés d'être actionnaires. C'est dans la « loi Macron », et je m'en félicite.

PIERRE LAURENT L'impôt n'est pas là pour payer la « dépense publique » mais sert au contraire à investir dans des domaines où justement l'entreprise ne le fera pas. Et dans des domaines qui participent au développement de la collectivité nationale. Nous avons besoin d'impôt pour financer le système d'éducation, pour soutenir les infrastructures, dont d'ailleurs les entreprises se servent, que ça soit les routes, le ferroviaire, les installations portuaires... Donc l'impôt n'est pas une charge. Je ne méprise pas le rôle de l'entreprise, c'est un lieu de création, mais l'entreprise ne résume pas non plus toute la société. Faire maigrir brutalement l'investissement public, comme vous le proposez, ne va faire que dégrader la situation. Ensuite, on ne travaille pas trop en France. Il n'y a pas assez de gens qui travaillent, et la productivité des travailleurs français est extrêmement élevée. Nous laissons à l'écart du travail une part croissante de la société française. Enfin, vous rendez hommage à la « loi Macron », car elle va dans votre sens, après le CICE qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas produit de résultat probant en matière de créations d'emplois. Avec cette loi, on va déréglementer le marché du travail, flexibiliser encore davantage, mais sans résultat efficace sur l'activité économique.

3 LE GOUVERNEMENT VALLS, UN GOUVERNEMENT MEDEF COMPATIBLE ?

PIERRE GATTAZ Non, je ne le sens pas du tout comme ça. Il faut que l'on dépasse le débat gauche-droite, parce qu'il est obsolète. Ni l'entreprise, ni l'économie de marché, ni la mondialisation, ni le dialogue social ne sont une affaire de gauche ou de droite. Il faut avoir la lucidité de voir le monde qui tourne et qui bouge et qui est en mutation accélérée, et d'en finir avec des postures, des dogmes et des idéologies. Nous avons travaillé au Medef sur notre projet « France 2020, faire gagner la France ». C'est une France qui retrouve de la croissance et c'est une France du plein-emploi. Car je suis persuadé qu'en France, on peut retrouver le plein-emploi : moins de 7% de chômeurs. C'est mon obsession absolue. Et concernant le travail du dimanche, il faut demander à nos consommateurs et à nos salariés. Sur les Champs-Élysées, j'ai vu des jeunes femmes salariées qui pleuraient parce qu'on leur interdisait de travailler après 21 heures : c'est quand même scandaleux d'en arriver là ! Ça ne vous aurait pas étonné ?

PIERRE LAURENT Vous ne pouvez pas dire ça ! Allez dans la grande distribution : qui empêche les caissières de travailler à temps plein ? Ce sont les patrons de la grande distribution, qui multiplient les contrats à temps partiel. Toutes les enquêtes le montrent !

PIERRE GATTAZ Vous parlez de travail subi, alors que moi, je dis qu'il faut s'adapter aux demandes de ces jeunes femmes qui veulent travailler après 21 heures parce qu'elles touchent des primes ou des salaires augmentés de 25 %.

PIERRE LAURENT Mais leurs salaires sont bloqués !

PIERRE GATTAZ Ça c'est complètement faux, si vous travaillez après 21 heures sur les Champs-Élysées, votre salaire sera augmenté.

PIERRE LAURENT Allez discuter avec les salariés du commerce et vous verrez ce qu'ils vous diront sur leur salaire !

PIERRE GATTAZ Je suis pour le travail le dimanche et après 21 heures sur volontariat des salariés quand cela a du sens. Amazon fait 25 % de son chiffre d'affaires le dimanche. La consommation, c'est de la création de richesses, c'est de l'emploi. Nous avons estimé que si on ouvrait certaines zones touristiques, pas partout, et avec autorisations des maires, les Chinois n'iraient plus faire leurs courses à Londres, à Madrid ou à Amsterdam.

PIERRE LAURENT L'avenir de nos sociétés n'est pas de travailler en permanence, jours, nuits et dimanches. Concernant le volontariat des salariés, vous savez très bien que c'est une fable. Les salaires sont tellement bas dans le commerce – et ils sont de fait bloqués – les temps partiels sont tellement imposés, que certains acceptent, mais ça n'a rien à voir avec le volontariat. Il y a des choix de société qui ne sont pas les mêmes. Ce n'est donc pas aux chefs d'entreprise d'imposer leurs volontés.



« Dans le futur, un salarié connaîtra sans doute au cours de sa carrière jusqu'à 7 métiers. »

« Il faut développer les fonds de pension à la française. »

PIERRE GATTAZ

« L'avenir de nos sociétés n'est pas de travailler en permanence, jours, nuits et dimanches. »

« Pour vous, il n'y aurait qu'une seule politique possible. »

PIERRE LAURENT



Pourtant, j'ai l'impression que le Medef se comporte comme le premier parti politique de France et qu'il fait la pluie et le beau temps dans les choix politiques. Vous vous vantez d'être un homme de terrain, mais je constate que le Medef est plus sûrement introduit dans les arcanes du système que je ne le suis et que ce ne sont pas les syndicalistes et les salariés. La vérité, c'est que vous jouez un rôle politique permanent dans ce pays.

PIERRE GATTAZ Il faut observer ce qu'il se passe dans le monde. Dans les 150 pays en concurrence avec la France, les 30 qui ont bien réussi depuis 15 ans, sont celles qui ont mis l'entreprise au-dessus des considérations politiques. Les clients doivent gagner de la satisfaction, les hommes et les femmes doivent garder de l'épanouissement, de la formation permanente. Et les actionnaires, qui sont, je suis désolé, propriétaires de l'entreprise, récupèrent, en effet, des sommes qu'ils ont investies. Nous sommes dans une compétition mondiale où les règles du jeu sont quand même tournées autour de ces trois valeurs clés. Et je constate que des gouvernements de gauche ou de droite jouent selon cette règle du jeu.

PIERRE LAURENT Derrière ce discours qui peut paraître de bon sens, en vérité vous développez l'idée qu'il peut y avoir des alternances politiques, mais finalement qu'il n'y aurait toujours qu'une seule politique possible. Et c'est malheureusement ce à quoi on assiste. La mondialisation telle qu'elle fonctionne ne ravit pas le monde entier. Il y a beaucoup de gens qui la contestent, de nations qui cherchent d'autres voies que celles de la mondialisation actuelle. Oui, il y a des propriétaires, mais un des problèmes justement c'est que ceux qui ne sont pas les propriétaires de l'entreprise, et qui pourtant en créent la richesse, n'ont pas assez leur mot à dire sur les choix faits.

politique de la part du Medef. Pour moi, l'état d'esprit de ce pacte, c'est de réduire le coût du travail, non pas en salaire net, mais sur les charges qui pèsent sur le coût du travail lui-même. C'est de réduire, aussi, la fiscalité qui pèse sur la productivité des entreprises françaises. Ce pacte a été voté en juin dernier, nous attendons encore un certain nombre de décrets d'application sur la baisse des charges. On parle de baisse de la fiscalité pour les entreprises depuis le début, et bien figurez-vous qu'en ce moment encore, il y a des augmentations de charges sur les entreprises : le versement transports, les taxes de séjour. Il y a un manque de cohérence entre les discours et l'état d'esprit du pacte et les mesures qui sont prises. C'est pour cela qu'il y a eu une mobilisation la semaine dernière des chefs d'entreprises.

PIERRE LAURENT Nous sommes en désaccord total. Le pacte de responsabilité qui effectivement a été initié par le Medef a déjà prouvé son inefficacité et son échec. Ce pacte vient s'ajouter à toute une série de crédits d'impôts, de niches fiscales et d'exonérations de cotisations sociales qui se sont accumulées aux cours des 20 dernières années sans aucun résultat en matière d'emploi. Malheureusement avec le pacte de responsabilité qui coûtera la somme énorme de 41 milliards d'euros, nous nous dirigeons vers un immense gâchis de fonds publics.

PIERRE GATTAZ En France on a toujours l'habitude d'augmenter les charges comme je vous l'ai expliqué. Donc vous avez un poison, et vous inventez l'antipoison (avec le pacte - NDLR)...

PIERRE LAURENT Non, mais vous ne pouvez pas dire que les charges sur les entreprises ont augmenté...

PIERRE GATTAZ 40 milliards. 40 milliards de plus. Je suis désolé, c'est les statistiques.

PIERRE LAURENT C'est faux. Il faut compter toutes les exonérations de cotisations sociales, les crédits d'impôt, la suppression de la taxe professionnelle, tout ce qui s'est accumulé ces dernières années... La petite augmentation du versement transports va servir à construire des infrastructures qui sont utiles aux entreprises, parce que les salariés en région parisienne ne se rendent pas à leur travail à pied, que je sache. Vous ne pouvez pas nier que

sur les 20 dernières années, nous avons empiété successivement toute une série de dispositifs, de niches fiscales et d'exonération de cotisations sociales.

PIERRE GATTAZ Monsieur Laurent, ce que je vous propose, c'est : gardez vos aides, gardez vos subventions, surtout ne nous donnez plus rien, mais baissez les charges. Prenons le chiffre de 200 milliards que vous avez annoncé, qui est faux, mais prenons-le : vous faites 200 milliards d'économies en gardant les subventions, mais baissez nos charges de 200 milliards.

PIERRE LAURENT Je suis pour remettre à plat toutes les aides financières accordées aux entreprises et pour baisser radicalement le coût du crédit. Les dividendes versés, les frais financiers, les frais bancaires, dont vous ne parlez jamais, représentent le double de la totalité des cotisations sociales payées par toutes les entreprises françaises. Attaquons-nous ensemble à ces charges financières, plutôt qu'à aux dépenses sociales et publiques utiles.

COMPTE RENDU RÉALISÉ PAR MARCO LALANDE, KÉVIN BOLICARD, SÉBASTIEN CÉVELI, JULIA HAPLAJOU, CLOTILDE MATHIEU, AURÉLIE EN SOLHEIMME ET LIONEL VENTURINI. PHOTOS RÉALISÉES PAR PATRICK NEUBAUM

4 LE PACTE DE RESPONSABILITÉ, UNE FAUTE OU UNE CHANCE ?

PIERRE GATTAZ Le pacte de responsabilité, on l'a suggéré au départ par notre pacte de confiance. Il est sorti, on l'a applaudi, on l'accompagne. C'est une démarche non

Vous avez dit...

- PCF : Parti Communiste Français, créé en 1920. Le compte aujourd'hui 135 000 adhérents dans toute la France.
- MEDEF : Mouvement des entreprises de France, créé en 1998. Il réunit 750 000 entreprises adhérentes.
- CCD : Contrat à durée déterminée.
- CDI : Contrat à durée indéterminée.
- CAC 40 : Indice boursier représentant les 40 plus grandes entreprises françaises cotées.
- PME : Petites et moyennes entreprises de 10 à 250 salariés.
- ETI : Entreprises de tailles intermédiaires de 251 à 5 000 salariés.
- OCE : Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. C'est une nouvelle aide aux entreprises créée en 2012 et qui a coûté à l'Etat plus de 20 milliards d'€ en 2014.
- Crowdfunding : méthode de financement qui consiste à faire appel à un grand nombre de investisseurs sur un même projet (il s'agit d'un financement participatif).
- TVA : la taxe sur la valeur ajoutée est payée par les consommateurs sur l'ensemble des produits. Contrairement à ses promesses, François Hollande a revélé l'état principal de cet impôt pourtant injuste, faisant pas sa son taux de 19,6% à 20% en 2013.
- PB : Produit intérieur brut. Somme des richesses créées par un pays en une année.

Chaque jour, lisez

l'Humanité

Chaque semaine, lisez

L'HUMANITÉ DIMANCHE

Abonnez-vous sur internet :

<http://boutique.humanite.fr>
ou au 01 55 84 40 30

Souscription exceptionnelle pour l'Humanité

Je verse un don

l'Humanité

- JE FAIS UN DON DE EUROS à l'Humanité et l'Humanité se profite partout de l'Humanité
- JE LÈVE LE NON CHÈQUE À L'ORDRE DE PRESSE ET MULTIMÉDIA
- JE PRÉCISE MES COORDONNÉES

(Je lis que l'Humanité et l'Humanité peuvent donner le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mes impôts sur le revenu (selon votre situation personnelle))

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable. Par exemple, lorsque vous faites un don de 100 euros, vous déduisez 66 euros de votre impôt. Pour connaître, il vous suffit de contacter le service client de l'Humanité au 01 55 84 40 30.

Co-coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque, libellé à l'ordre de Presse et Multimédia « Souscription Humanité », directement à : L'Humanité - Secrétariat du directeur, 5, rue Poyet - Immeuble Collette - 93528 Saint-Denis Cedex, ou à Presse et Multimédia, TSA 22449, 93704 Paris-La Courneuve Cedex.

LOI MACRON

LIBERALE ET LIBERTICIDE

Le ministre de l'Économie du gouvernement Valls/Hollande défend une loi fourre-tout de près de 160 articles déréglementant le code du travail, cassant le service public du transport, vendant les aéroports et les barrages publics aux spéculateurs, élargissant le travail du dimanche... **Sarkozy en a été empêché, Macron le fait.** Décidément quand ce gouvernement socialiste dit *Liberté*, il choisit celle des multinationales contre celle des travailleurs et des usagers. Le projet de loi Macron « pour la croissance et l'activité », est, sous prétexte de satisfaire les dogmes libéraux défendus par Berlin et Bruxelles en menant toute la zone Euro en déflation, une imposture économique et un danger social.



Une imposture

Souvenez vous, durant l'été on vous parlait d'un projet de loi sur « la croissance et le pouvoir d'achat » ce devait être pour vous « restituer 6 milliards de pouvoir d'achat ». A l'arrivée, un texte uniquement tourné vers les exigences de « déréglementation ». Et, pour stimuler la croissance, il n'y a rien. Même la députée socialiste Karine Berger reconnaît que « la baisse de 5% du tarif réglementé des notaires équivaut à construire en France 8 petits immeubles de 25 logements par an » ! Si le gouvernement voulait faire un acte fort pour le pouvoir d'achat, il déciderait une revalorisation substantielle du SMIC au 1^{er} janvier pour relancer l'économie.

Barrages et aéroports bradés !

La loi Macron envisage la vente de participation de l'État pour 5 à 10 milliards pour le désendetter. D'abord, on voit mal en quoi cela relancera la croissance et l'activité. Dans la liste des entreprises publiques à liquider, le ministre évoque notamment les barrages hydrauliques et les aéroports de Nice et Lyon après celui de Toulouse. C'est donc une attaque en règle contre les services publics pour répondre aux injonctions de la Commission européenne. Déjà, sous Sarkozy, les mêmes arguments avaient conduit à la privatisation du gaz et de l'électricité. On connaît le résultat : perte d'emplois, pression sur les salaires dans l'entreprise, augmentation des tarifs pour les usagers afin de satisfaire les dividendes des actionnaires.

Les pauvres prendront le car

La loi prévoit aussi de libéraliser complètement le transport par autocar jusqu'à présent soumis à autorisation. Emmanuel Macron déclare : « *Les français sont trop pauvres pour prendre le train.* » Quel cynisme ! Pourquoi le gouvernement se refuse à l'augmentation du SMIC, de l'ensemble des salaires et des minimas ?

A coup sûr, cette mesure accompagnera la volonté de la SNCF de supprimer encore des lignes ou des gares pas assez rentables au détriment de l'aménagement du territoire.

Yes week-end !

Beaucoup a déjà été dit sur l'inanité de l'extension du travail du dimanche, ce recul social, la conception marchande du temps de vivre, le non respect des familles, un volontariat des salariés concernés qui est largement un mythe.

Rappelons-nous ! Après un grand chantage dans les années 1990, Virgin Megastore avait obtenu le droit d'ouvrir 7 jours sur 7. Depuis 2012, Virgin a mis la clé sous la porte et tous les salariés sont au chômage... Outre que 12 dimanches annuels travaillés ne peuvent constituer un plan de lutte contre la pauvreté et la précarité, pensons aux salarié-e-s, le travail du dimanche sert les grandes enseignes au détriment du petit commerce et des nombreux emplois qu'il porte. Beaucoup de petits commerçants et artisans sont contre : le président de l'Union professionnelle artisanale parle même d'un *perdant-perdant*. Il y a d'autres sujets de reculs sociaux dans les chapitres ouverts par le projet de loi : suppression de la pénalisation du « délit d'entrave », la libéralisation des professions réglementées, la possibilité de ventes à la découpe de logements publics, des modifications des règles de la justice prud'homale...



Le MEDEF ne cache pas sa joie

L'engagement de tout l'exécutif derrière ce projet de loi, applaudi du Medef, et que le député UMP Mariton n'exclut pas de voter, à un double sens : amplifier l'ancrage libéral de la politique gouvernementale, donner des gages à la Commission Européenne. Un MEDEF soutien officiel du gouvernement mais qui ne lâche pas les commandes, quand, tout en félicitant le Premier ministre, il demande des "corrections" sur le dispositif pénibilité, de "rester cohérent dans la stratégie de baisse des charges", de continuer les démarches en faveur de la "simplification", et de "corriger les errements sur le temps partiel (24h) qui détruisent actuellement de l'emploi". Fidèle à lui même, il mène sa lutte des classes en attaquant toujours plus fort les intérêts, les droits et protections des salariés.

A l'évidence, la Loi Macron va cristalliser un grand débat politique, un vrai débat de société, un débat sur "la direction à prendre". Nous savons qui va la soutenir ou la faire passer, de la droite au Parti socialiste. Des forces considérables, politiques, associatives, syndicales et citoyennes, n'en voudront pas et peuvent mettre en échec le gouvernement tout en ouvrant une perspective positive.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénoms :

Adresse :

E-mail :

Tél :

Mort d'un ministre palestinien : un nouveau crime qui ne peut rester impuni

le 10 décembre 2014

Le MJCF apprend avec consternation le décès ce matin de Ziad Abou Ein, ministre palestinien en charge de la charge de la lutte contre colonisation et ancien vice-ministre délégué aux prisonniers.



Ce responsable, membre du gouvernement palestinien, est décédé suite à un rassemblement dans le village de Turmus Ayya, près de Ramallah.

Il a été violemment frappé par des soldats israéliens, succombant à ses blessures quelques minutes plus tard, alors qu'il participait à une action pour planter des oliviers.

Cette cérémonie révèle la volonté des Palestiniens de marquer symboliquement leur refus de la colonisation israélienne en se réappropriant leurs terres.

Cet acte inadmissible est une nouvelle preuve de la violence exercée par les autorités israéliennes. Il illustre la manière dont se comportent un gouvernement et un État qui se croient tout permis.

Alors qu'un cycle de reconnaissance de l'État palestinien s'ouvre en Europe, le gouvernement israélien assassine un responsable gouvernemental palestinien.

Mais il ne s'agit pas d'un acte isolé : plusieurs anonymes subissent le même sort arbitraire tous les ans lors de rassemblements pacifiques dénonçant la colonisation.

Par ailleurs, plus de 7000 Palestiniens croupissent dans les geôles d'occupation dont plus de 20 parlementaires du Conseil législatif palestinien.

Cette répression permanente des autorités israéliennes vise à briser la résistance palestinienne, notamment en enfermant tous ceux qui peuvent constituer des représentants légitimes du peuple palestinien.

Après les bombardements meurtriers de cet été (dont Amnesty international vient de reconnaître qu'il s'agissait de crimes de guerres), les provocations et les spoliations incessantes à Jérusalem et dans le reste de la Cisjordanie, le gouvernement israélien fait le choix de la violence et de la force à tout prix.

Cela montre que le discours de complaisance des autorités françaises envers M. Netanyahu, qui se cache derrière celui de volonté de reprise des négociations, ne peut plus durer.

Il est temps d'aller vers une reconnaissance pleine de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 par l'exécutif français.

Il est également temps d'agir en faveur d'un processus de décolonisation par l'application des résolutions internationales et l'ouverture de démarches de sanctions pour contraindre un gouvernement israélien d'extrême-droite.

Portons le combat féministe à l'Université vers de nouvelles avancées !

En pleins préparatifs de la troisième édition de la semaine du Féminisme, qui se tiendra partout en France sur les campus du 9 au 15 mars, les étudiants communistes tiennent à rappeler le combat quotidien contre les violences faites aux femmes.

De l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis, les campus américains sont empêtrés dans des scandales et des affaires de viols. Suivant peut-être le trait d'esprit de monsieur Stéphane RAVIER, sénateur-maire Front National de Marseille, osant dire que "le viol, finalement, c'est un rapport amoureux, qu'une partie des deux souhaite. La deuxième pourrait faire un effort", les fraternités (corporations étudiantes américaines) et leurs membres coordonnent les agressions sexuelles. Et les enquêtes menées sont accablantes : mails d'équipes de harceleurs, conseils, administration de la drogue du violeur, ... en moyenne une étudiante américaine sur cinq se fait violer pendant les quatre premières années de ses études et seules 12% de ces agressions sont dénoncées.

En France, selon le rapport gouvernemental "Chiffres-clés 2012 L'égalité entre les hommes et les femmes", le tableau des violences faites aux femmes est insupportable : sur la population des femmes entre 18 et 24 ans, 22% d'entre elles doivent faire face à des attouchements, 18% connaissent des tentatives de rapports forcés et plus de 10% subissent un viol. Et encore, on estime qu'un viol sur onze seulement serait suivi d'une plainte...

Nous soulignons à ce titre l'effort et l'exemple de l'Université Lille 3 Charles de Gaulle, qui a mis en place depuis plusieurs années la Cellule de Veille et d'Information sur le Harcèlement Sexuel, en application des recommandations de la note ministérielle du 21 octobre 2005.

Alors que nous célébrons les 40 ans de l'Interruption Volontaire de Grossesse, l'Union des Étudiants Communistes interpelle mesdames Najat VALLAUD-BELKACEM et Geneviève FIORASO en charge toutes deux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, mais aussi Marisol TOURAINE, ministre des Affaires Sociales et de la Santé ainsi que sa ministre de tutelle Pascale BOISTARD, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

En effet, si nous saluons les efforts engagés par le gouvernement pour lutter contre les violences faites aux femmes, dans les faits 130 centres IVG ont fermé depuis dix ans et l'IVG reste un acte médical pointé du doigt et difficile à réaliser. De plus, l'université reste un lieu de violences sexuelles.

CONTRE LES VIOLENCES



Nous demandons donc :

- la réouverture et l'expansion quantitative et sur le territoire des centres IVG
- la généralisation des cellules universitaires de veilles et d'écoute sur le harcèlement et les violences sexuelles
- la condamnation la plus ferme et la plus immédiate contre les associations étudiantes flirtant avec des messages sexuels dégradants pour l'image de la femme ou jouant de messages à caractère pornographiques.

Une zone unique pour la carte Imagine-R

le 8 décembre 2014

Nos députés ont voté vendredi dernier la mise en place en septembre 2015 d'un tarif unique à 70€ pour le pass Navigo. Les étudiants communistes saluent cette avancée. Néanmoins, les 830 000 jeunes titulaires de la carte Imagine-R ont été oubliés de cette mesure. C'était sans compter la mobilisation du groupe PCF-Front de gauche à la région Île-de-France, qui propose également un tarif unique pour la carte Imagine-R.

Aujourd'hui, les tarifs vont de 36,10€ pour les zones 1-2, à 79,20€ pour les zones 1-5. Cette situation est injuste, notamment pour les étudiants de banlieues, qui doivent avoir les mêmes droits au transport, sans avoir à creuser dans leur budget, déjà faible pour beaucoup. C'est pourquoi les étudiants communistes soutiennent l'établissement d'une zone unique pour la carte Imagine-R. Oublier les étudiants n'aurait aucun sens, étant donné leurs besoins en termes de mobilité.

La proposition communiste d'une zone unique étant soutenue par la majorité régionale, sa mise en place devrait être effective dès septembre 2015. Cela représenterait une victoire pour les communistes, mobilisés chaque année pour la baisse du coût du transport.

La mobilisation continue pour la réduction des coûts du transport pour les jeunes, en Île-de-France et en région !

70 millions d'euros pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche : une première victoire !

le 11 décembre 2014

6 mois de campagne pour la réussite des étudiants

Le président de la République annoncera demain aux présidents de facs le rétablissement des 70 millions d'euros dans le budget 2015 de l'Enseignement supérieur ; crédits qui étaient menacés par un amendement gouvernemental.

Cette annonce est le résultat de six mois de mobilisation, depuis l'appel aux associations lancé par l'UEC en juin jusqu'au référendum qui a rassemblé 28 000 étudiants contre les coupes budgétaires il y a 3 semaines et enfin aux manifestations de ce jeudi, à l'appel du collectif Sciences en marche.

Une première victoire qui en appelle d'autres

Apprécions cette victoire : nous avons réussi à faire entendre une première fois la voix des étudiants. Mais le travail n'est pas fini et l'heure est grave : ce sont encore des dizaines de milliers d'étudiants qui seraient laissés sur le carreau sans réinvestissement massif dans nos formations.

Nos cours sont toujours surchargés, nos amphis sont toujours insalubres. Imposons l'arrêt des fermetures de filières et le rétablissement de tous les budgets, ceci en réorientant l'argent gaspillé dans le Crédit Impôt Recherche !

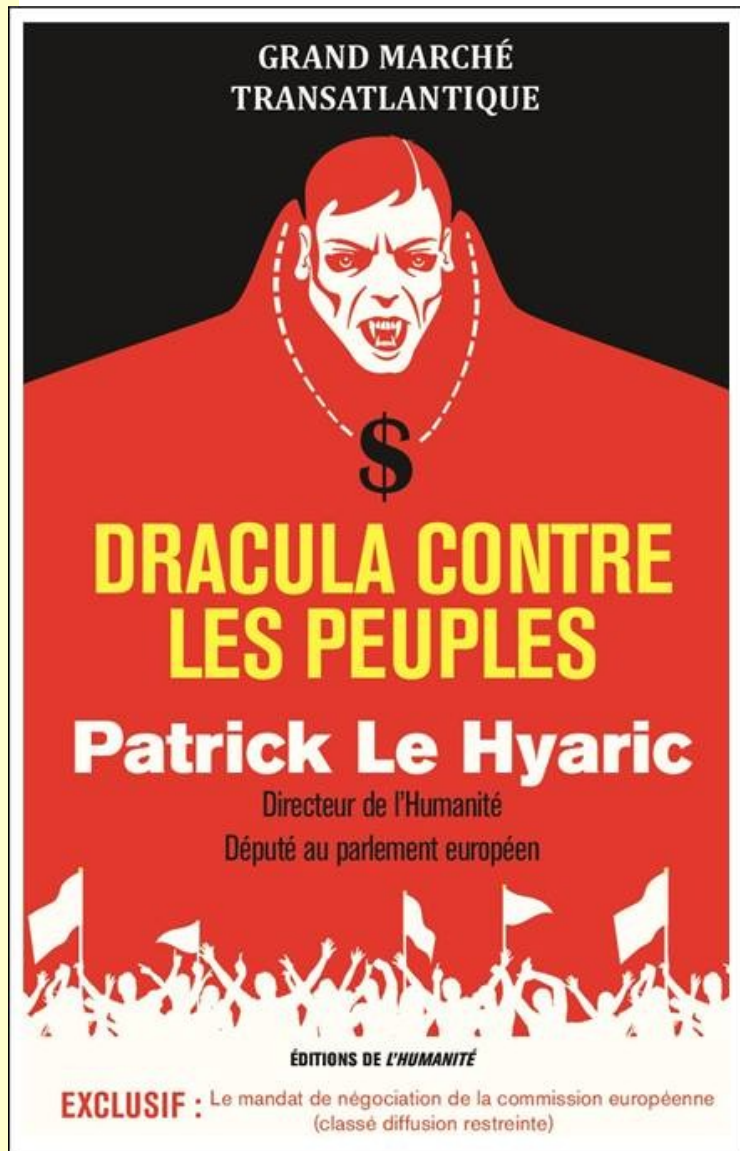


Nous souhaitons ce soir remercier tous les étudiants, les personnels et les associations avec qui nous nous sommes mobilisés, et qui ont rendu cette victoire possible. A présent, nous savons que bien d'autres avancées sont à portée de main. Soyons toujours plus nombreux au service d'une seule ambition pour les étudiants : réussir !

A lire

Dracula contre les peuples
REEDITION ACTUALISEE ET ENRICHIE

Cette réédition attendue, actualisée et enrichie de plus de 65 pages, donne au grand public de nouveaux éléments de réflexion sur les négociations tenues secrètes pour la création d'un Grand Marché Transatlantique. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



A lire

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste
du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



PALESTINE

UN ETAT



MAINTENANT

**1ERE VICTOIRE:
LA PALESTINE
RECONNUE PAR
LES DEPUTES
FRANCAIS !**



Agir Ici et Maintenant pour la Palestine :
etatpalestinien.fr



Mouvement
Jeunes
communistes

Frédéric

LA LUTTE PAÏE !

P A L E S T I N E
AGIR ICI  MAINTENANT

UNE 1ERE VICTOIRE QUI EN APPELLE D'AUTRES...

Enfin! Les députés communistes ont réclamé ce vote 24 fois, les jeunes communistes ont récolté plus de 30 000 pétitions, et nous avons manifesté en masse cet été! Cet acte est une bonne nouvelle. Des députés de droite (UMP et FN) et du centre (UDI) ont votés contre cette reconnaissance, mais ils ont échoués. A travers nos tournois de football, nos voyages sur place, nos débats et formations pour comprendre le conflit et nos initiatives publiques, nous sommes déterminés à être la génération qui mets fin au conflit !

Le gouvernement français doit reconnaître l'Etat Palestinien. Laurent Fabius, ministre des Affaires Etrangères, veut poursuivre un plan de négociations sur deux ans. Il reconnaîtra l'Etat Palestinien s'il échoue... Mais sur le terrain, la colonisation avance, le gouvernement israélien sabote toutes les négociations. Il y a aujourd'hui plus de 550.000 colons en Cisjordanie, avec leurs propres routes pour circuler, de l'eau en abondance et des aides du gouvernement israélien dans différents domaines.

Alors que les Palestiniens sont bien souvent à court d'eau, que près de 50% de la population est au chômage et qu'ils subissent la présence du mur de séparation, des checkpoints et des emprisonnements massifs. Il faut mettre fin au colonialisme du gouvernement israélien.

... MESSIEURS FABIUS ET HOLLANDE, AUX ACTES MAINTENANT !

Un Etat Palestinien ne réglerait pas tous les problèmes sur place mais serait le début de l'auto-détermination des Palestiniens, d'une possibilité de maîtriser leurs frontières, d'être en sécurité et en plus grande maîtrise de leurs vies.

Notre campagne, "Agir ici et maintenant" va se poursuivre et s'amplifier, avec tous les militants qui souhaitent la paix. Nous avons déjà montré avec la libération du jeune Franco-Palestinien Salah Hamouri, le vote à l'Assemblée Nationale, mais aussi avec le travail militant que nous faisons avec tous les jeunes communistes dans les autres pays, qu'il est possible de faire avancer la cause palestinienne en France et partout ailleurs.

Comme pour l'apartheid en Afrique du Sud, pour mettre fin à cette injustice il faut être nombreux et organisés ! La France et l'Europe (complices pour le moment) ont une voix qui pourrait porter: à nous, jeunes français, d'imposer la voix de la paix à notre gouvernement. Maintenons la pression populaire !

**VOTE AU SÉNAT LE 11 DÉCEMBRE,
AU PARLEMENT EUROPÉEN LE 18 DÉCEMBRE...
CONTINUONS LA BATAILLE, REJOINS-NOUS !**



LES INFOS SUR [FACEBOOK/JEUNES.COMMUNISTES](https://www.facebook.com/jeunescommunistes)
[TWITTER @_MJCF](https://twitter.com/MJCF) - [JEUNES-COMMUNISTES.ORG](http://jeunes-communistes.org)

ETUDIANTS FRANCAIS & ETRANGERS : SOLIDARITE



ON VIT ICI, ON ETUDIE ICI, ON RESTE ICI !

▶ Nos universités accueillent près de 220.000 étudiants étrangers (dont 85% hors UE) :

- Ils sont de plus en plus protagonistes du réseau associatif étudiant.
- Ils contribuent au fonctionnement de nos établissements.
- Ils contribuent de manière féconde à la recherche (41 % des doctorants en France sont des étudiants étrangers) et après la fin des études ils restent souvent dans le monde universitaire et deviennent des académiciens.



Mais le système universitaire français œuvre avec tous ses moyens pour empêcher le bon accueil de ces étudiants : les politiques gouvernementales ont précarisé le quotidien et la réussite des étrangers avec un système excluant :

Pour rester étudier en France les étrangers doivent posséder un montant minimum fixé à 7.380€ par année universitaire ! Ce montant est excessif pour tout étudiant et l'oblige à se salarier, souvent à temps plein, ce qui pénalise sa réussite. Il faut en finir avec ce système excluant et inégalitaire !

**ETUDIER ET TRAVAILLER DANS LES MÊMES
AMPHIS DOIT DONNER ACCES AUX MÊMES DROITS**

ETUDIANTS FRANCAIS & ETRANGERS : SOLIDARITE



Une vie avec la peur au ventre : les Préfectures appliquent une politique d'expulsion massive des étudiants étrangers, de non renouvellement des titres de séjour et de refus de délivrance d'autorisations de travail. La peur de l'arrestation, de la mise en centre de rétention et de l'expulsion devient le quotidien de ces étudiants !

POUR L'EGALITE ENTRE ETUDIANTS FRANCAIS ET ETRANGERS, LES PROPOSITIONS DES ETUDIANTS COMMUNISTES :

- 1) la régularisation des étudiants sans papier : la carte étudiante doit être valable comme un titre de séjour pluriannuel.
- 2) un droit au redoublement et à la réorientation garanti aux étudiants étrangers
- 3) l'abrogation du Décret du 6 septembre 2011: assez d'étudiants qui échouent car ils sont contraint de se salarier !
- 4) bénéficier du même système social que les étudiants français
- 5) la sortie des universités françaises du dispositif de Campus France : assez d'immigration choisie et de sélection sociale !
- 6) un véritable service d'interprètes présent sur les Facs pour contrer les problèmes de communication.
- 7) l'interdiction des rafles et des arrestations en Cité-U et partout ailleurs.

La situation actuelle des étudiants étrangers est la conséquence du système impérialiste, qui condamne les pays pauvres à un véritable pillage des cerveaux. De ce fait, ils trient abusivement les étudiants qui les intéressent.

Nous soutenons les luttes des peuples pour leur véritable indépendance face à l'impérialisme de l'Union Européenne et des Etats-Unis, car seule la fin du néo-colonialisme et de l'impérialisme permettra l'émancipation de leurs populations et la mise en place de l'égalité entre les étudiants et les salariés de tous les pays !



**UNE CARTE D'ETUDIANT = UN TITRE DE SEJOUR !
VIENS LUTTER POUR LA SOLIDARITE !**



NOM, Prénom :

Téléphone et mail

Etablissement:

A renvoyer à UEC 2, place du Colonel Fabien, 75 019 Paris

etudiants-communistes.org

Après le départ de Kader Arif du gouvernement, le groupe communiste gagne un sénateur

<http://lelab.europe1.fr/Apres-le-depart-de-Kader-Arif-du-gouvernement-le-groupe-communiste-gagne-un-senateur-18798>

La démission de Kader Arif du gouvernement va renforcer ... les communistes. Le sénateur de Moselle Jean-Marc Todeschini doit en effet succéder au secrétaire d'État aux Anciens combattants, et lui-même devra être remplacé au Sénat un mois après sa nomination officielle. Or, c'est un maire communiste qui est en position sur la liste pour le remplacer.

Selon une information de L'Humanité confirmée au Lab par le bureau du groupe CRC au Sénat, c'est donc **Patrick Abate** qui doit faire son entrée rue de Vaugirard. Ce maire de Talange, vice-président de la région Lorraine, était en 5e position sur la liste PS-PC pour les sénatoriales de 2011.

Selon l'article LO320 du code électoral, un sénateur sur le départ est remplacé par celui qui le suit immédiatement sur sa liste. Dans le cas de la Moselle, les numéro 2 et 3 de la liste sont ou ont été sénateurs, la numéro 4 est députée. C'est donc au tour de Patrick Abate, numéro 5 et seul communiste de la liste, d'entrer au Parlement. Du fait de la loi sur le non-cumul des mandats, ce dernier devra choisir en 2017 entre son mandat de maire et celui de sénateur.

Une opération réussie pour le groupe CRC qui gonfle ses troupes et passe à 19 représentants. Le groupe socialiste perd quant à lui un membre et passe à 111 sénateurs.



Le PCF dans la manif

Manifestation contre le FN à Lyon

Un car de Savoyards s'est rendu à Lyon le samedi 29 novembre pour grossir la manifestation contre le FN (qui tenait son congrès dans la ville au même moment). Organisée par la Conex (coordination nationale contre l'extrême droite), cette manifestation a rassemblé de 3 à 3500 personnes. Commencée d'une façon dynamique, marquée de slogans bien pensés (*Reviens, Pétain, t'as oublié tes chiens*), cette manifestation a été infiltrée par des casseurs en cours de parcours et n'a pu aller à son terme. Il n'en demeure pas moins qu'elle comptait beaucoup de jeunes qui n'avaient rien de casseurs et refusaient justement de régler les problèmes par la violence. Car il est clair pour tous que le bris de vitrines ne peut que renforcer le FN.

Les forces de l'ordre étaient en grand nombre et fouillaient les sacs de tous les arrivants. Il y a pourtant eu des incidents. On peut donc se poser des questions.

Notons que, emmenée par les syndicats (CGT, CFDT, UNEF, FSU, Solidaires), la manifestation lyonnaise a rassemblé de nombreuses forces de gauche (PCF et NPA en particulier).

Article des Allobroges Savoyards

6,5 millions de voix et 12,19% des suffrages pour le Parti Communiste Japonais

http://www.editoweb.eu/nicolas_mauray/65-millions-de-voix-et-1219-des-suffrages-pour-le-Parti-Communiste-Japonais-JCP_a8679.html

Les résultats pour les scrutins à la proportionnelle sont tombés, le Parti Communiste Japonais remporte 21 députés (dont 1 sur circonscription) et 6,5 millions de voix (12,19% des suffrages). Il réalise son meilleur score dans la région de Tokyo (15,37%) - article et traduction Nico Maury

180 députés pour la Chambre des représentants du Japon (chambre basse de la Diète) sont élus à la proportionnelle dans 11 grands « blocs législatifs » correspondant plus ou moins aux régions. Les 300 autres représentants, sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour dans des circonscriptions territoriales découpées dans les 47 préfectures du Japon.

Les résultats pour la proportionnelle montre l'extraordinaire percée du JCP pour ces législatives. Les communistes recueillent 6.505.459 voix (12,19% des suffrages). Le JCP double presque son score de 2012 (6,13%) et gagne 2.816.300 voix en 2 ans.

Dans les « blocs législatifs », le JCP remporte son meilleur score dans la région de Tokyo avec 15,37% des voix (885.927 suffrages). Dans les autres blocs les résultats sont positifs, le JCP n'est jamais en dessous de 9% des voix.

6,5 millions de voix et 12,19% des suffrages pour le Parti Communiste Japonais (JCP)

A Okkaido, le JCP recueille 12,09% des voix (744.748)

A Tohoku, le JCP recueille 9,99% des voix (379.811)

A North Kanto, le JCP recueille 11,67% des voix (686.893)

A South Kanto, le JCP recueille 11,90% des voix (813.634)

A Hokuriku Shin-Etsu, le JCP recueille 10,14% des voix (315.071)

A Tokai, le JCP recueille 9,59% des voix (618.695)

A Kinki, le JCP recueille 12,84% des voix (1.084.154)

En Mer de Chine (Tottori - Shimane), le JCP recueille 9,19% des voix (285.224)

A Shikoku, le JCP recueille 10,12% des voix (158.848)

A Kyushu, le JCP recueille 9,13% des voix (532.454)

Les résultats des votes dans les circonscriptions ne sont pas encore disponibles.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

